



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

---

## INFLATION ALIMENTAIRE

### LES PROFITS SHOOTÉS À L'INFLATION

Plus 18,6 %, telle est la hausse des prix alimentaires enregistrée sur un an glissant à fin avril, pour une inflation officielle autour de 7 %. L'inflation étant déjà dans le paysage en avril 2022, c'est une hausse moyenne de 21 % sur deux ans, constatée pour les produits de grande consommation. Les groupes agroalimentaires n'en finissent pas de prétendre répercuter les hausses de prix de l'énergie, des matières premières agricoles, pourtant en baisse. Du réchauffé.

Tous les chiffres concordent. Le chiffre d'affaires de Danone bondit de près de 12 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, tandis que ses ventes en volume stagnent (+0,2 %). Même scénario pour Unilever, Lactalis ou Nestlé. Selon l'Insee, les marges des groupes agroalimentaires (excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée) ont gagné 15 points en 15 ans, atteignant leur plus haut niveau à 45 % fin 2022. Les richesses créées par les travailleurs se partagent essentiellement entre les profits et la masse salariale. Lorsque la part des profits augmente, c'est la part des salaires qui diminue. Là aussi les chiffres sont sans appel. Les augmentations de salaire, dans l'agriculture et les industries agroalimentaires, ne suivent même pas la revalorisation automatique du Smic déjà largement insuffisante. Elles plafonnent autour de 3,5 % en 2022 et 1,5 % en 2023, illustrant une perte considérable de pouvoir d'achat pour les travailleurs.

Démonstré par Marx il y a plus d'un siècle et demi, loin d'être la cause de l'inflation, les salaires courent après. C'est la course aux profits qui nourrit et gonfle l'inflation. L'opération « trimestre anti-inflation », ou le « panier » du même nom n'y ont rien changé. Il n'y a que le ministre de l'Economie, B. Le Maire, pour tenter de faire croire à « un succès ». Et on étrenne la troisième loi Egalim, qui aboutira aux mêmes résultats que les deux premières. Malgré un mécontentement populaire explosif, le gouvernement s'aligne.

Avec cette stratégie du gonflement des profits par les prix, le capital sacrifie l'alimentation et l'économie nationale. Ce qui se vérifie dans une baisse de la consommation alimentaire. Sauter des repas, arbitrer entre les produits (moins chers, de mauvaise qualité...) se généralise.

Des solutions d'urgence : encadrer les prix et les marges des groupes, porter le Smic à 2 000 euros, rétablir l'échelle mobile, augmenter le pouvoir d'achat de la population.

Montreuil,  
Le 23 mai 2023